

## Communiqué Fédéral

### Mobilisation dans les ateliers maintenance :

# A vouloir jouer avec le feu !!!

Depuis le 21 octobre, les cheminot-es du site de maintenance de Chatillon ont cessé le travail suite à des attaques, sans aucune concertation, de la direction SNCF. Préférant mépriser les grévistes que de négocier réellement, la directrice de l'Axe TGV Atlantique a choisi la provocation derrière les caméras en début de semaine. **Cette stratégie du pourrissement est une méthode récurrente de la direction SNCF** qui explose au grand jour ... même sur les plateaux-télés.

### **Aucune avancée dans les négociations d'aujourd'hui !**

Cela fait quelques jours, que les agents du matériel des sites de Paris Nord, Paris Sud-Est ... font monter la pression sur le terrain car ils/elles sont bien entendu solidaires de leurs collègues de Chatillon mais aussi parce qu'ils/elles connaissent les mêmes conditions de travail et déroulement de carrières intolérables !

Des alarmes sociales ont été déposées par les équipes militantes SUD-Rail et **les réunions de conciliations de ce jour sont un échec**. Les directions locales entendent les revendications des salarié-es concerné-es mais n'auraient aucune marge de manœuvre sur ordre de la direction nationale.

**Dès demain matin**, les représentants du personnel rendront compte des discussions avec les collègues pour décider démocratiquement des suites à donner face au mutisme des patrons.

### **La direction SNCF doit revenir à la raison avant qu'il ne soit trop tard !**

Nous avons bien compris que Guillaume Pépy mettra de l'huile sur le feu jusqu'à son dernier jour et qu'il se moque totalement de la situation de blocage qui pourrait s'aggraver très rapidement. Il est irresponsable de la part de la direction SNCF, appuyée par le secrétaire d'Etat des transports, de maintenir ce bras de fer.

**Pour la fédération SUD-Rail, la direction nationale doit ouvrir très rapidement des négociations puisqu'elle bloquerait vraisemblablement les discussions locales. Sans tarder, elle doit répondre aux revendications locales et nationales connues depuis plusieurs mois.**